

L'an deux mil neuf, le six avril, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Michelle GRATADE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Olivier PIQUEUX, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUÉRY, Fabrice DAVOIGNEAU, Estelle PATOZ.

Absents excusés :

Mme et M. Michèle VILLATTE (pouvoir à M. GRATADE), Pascal BEAUSSIER (pouvoir à S.MÉTADIER).

Absents :

Mme et M. Dominique MACÉ, Frédéric DUPUIS.

Mme G. BARRAULT est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

Vote des taxes

Mme Le Maire explique au Conseil Municipal que celui-ci doit voter annuellement les taux des trois taxes : taxe d'habitation, taxe foncière bâtie et taxe foncière non bâtie.

La commission des finances propose de ne pas augmenter les taux de ces trois taxes et de conserver les taux suivants :

- Taxe d'habitation : 12,33%
- Taxe foncière bâtie : 13,35%
- Taxe foncière non bâtie : 43,18%

Ce qui apportera un produit estimé à 417 826 €, la base d'imposition augmentant chaque année.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de ne pas augmenter les taux qui resteront les suivants :
 - Taxe d'habitation : 12,33%
 - Taxe foncière bâtie : 13,35%
 - Taxe foncière non bâtie : 43,18%

Restauration cadastre Napoléonien et plan de l'église abbatiale

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la Commune possède un cadastre "Napoléonien" en mauvais état et qu'il est nécessaire de le faire restaurer.

Le Conseil Général, dans le cadre des Archives Départementales pourrait participer financièrement à la restauration à hauteur de 60 %, ainsi qu'au choix de l'entreprise.

Deux entreprises ont été contactées :

- Ateliers Quillet : devis de 760,66 € TTC + 249,82 € TTC pour faire restaurer la reliure.
- Ateliers du Patrimoine : devis de 1 680,44 € TTC à l'identique ou 1 034,60 € TTC sous des pochettes.

D'autre part, il a été retrouvé dans l'église abbatiale un ancien plan de l'église qui mériterait d'être restauré. Les Ateliers Quillet ont fait un devis de 104,05 € TTC et les Ateliers du Patrimoine de 214,74 € TTC.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de faire restaurer le cadastre "Napoléonien" et le plan de l'église
- Décide de solliciter le Conseil Général d'Indre-et-Loire, les Archives Départementales et la DRAC pour une aide financière et technique.
- Autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie, adjointe, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Régie des divers : prix des billets des différentes manifestations

Mme Cournarie, adjointe, explique au Conseil municipal qu'à partir du 26 avril 2009 et pendant tout l'été, la commune organise différentes activités payantes au tarif de 3, 5, 8 ou 12 €.

- Les Belli-balades patrimoine : découverte du patrimoine inédit et insolite, un dimanche par mois (sauf juillet-août) : 5 € et gratuit pour les moins de 12 ans.
- Ateliers enfants 6-12 ans : découverte du patrimoine comprenant une visite courte sur le terrain suivie d'un travail en atelier : 3 €.
- Parcours nocturne théâtralisé, "les mystères de l'Abbaye" : une découverte de l'ancienne abbaye de Beaulieu-lès-Loches comme vous ne l'avez jamais vue : 5 € et gratuit pour les moins de 12 ans.
- Théâtre en plein air le 25 juillet : 12 € pour les adultes, 8 € tarif réduit et 5 € pour les enfants à partir de 7 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de créer des billets à 3 €, 5 €, 8 € et 12 €.
- Dit que les sommes seront encaissées dans la régie des divers.
- Autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie, adjointe, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Rétrocession voirie Clos de l'Archet

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la société Francelot a déposé un permis de lotir le 14 février 2005 sous le numéro LT370200590001 concernant les parcelles AB n°85 et n° 445 situées à l'angle des rues Basse et de la Viorme.

Le Conseil Municipal en date du 31 janvier 2005 a décidé d'accepter le projet du lotisseur et notamment la convention de rétrocession de la voirie. Ladite convention a été signée le 14 février 2005.

Le lotissement étant terminé, la réception des travaux et la levée de réserve ont eu lieu le mercredi 1^{er} avril 2009. Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter la rétrocession de cette voirie sous réserve :

- De la finition de la couche d'accès aux lots n° 6 et n°7.
- De la reprise de certains joints cassés des bordures surtout sur la voirie en sens unique.
- De la remise à niveau les deux dernières bouches à clé AEP, face à l'accès des lots n°6 et n°7.

Un délai de quinze jours a été accordé à la Société Francelot et à ses entreprises pour la levée des réserves.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter la rétrocession de la voirie du Clos de l'Archet sous réserve :
 - De la finition de la couche d'accès aux lots n° 6 et n°7.
 - De la reprise de certains joints cassés des bordures surtout sur la voirie en sens unique.
 - De la remise à niveau les deux dernières bouches à clé AEP, face à l'accès des lots n°6 et n°7.
- Dit que l'acte sera établi par Maîtres Anglada et Louault, notaires à Loches.
- Autorise Mme le Maire ou M. Méreau, adjoint, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Participation de la commune aux centres de loisirs

Madame le Maire rappelle que le Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH) la Ribambelle de Ferrière-sur-Beaulieu, regroupe des enfants de Ferrière, Beaulieu, Genillé, Le Liège et Céré-la-Ronde. Il s'adresse aux enfants de moins de 12 ans.

La commune finance l'association gestionnaire du CLSH par l'octroi d'une subvention de fonctionnement. Jusqu'à présent, la commune soutenait financièrement les familles par une aide accordée selon le temps passé par les enfants au centre de loisirs et le montant de l'imposition des parents.

Depuis le 1er septembre 2008, les journées au centre de loisirs de Ferrière-sur-Beaulieu sont facturées aux familles selon le barème de la Caisse d'Allocations Familiales, lui-même basé sur le quotient familial. Par exemple, une famille dont le quotient familial est compris entre 0 et 358 € se verra facturer la journée de centre de loisirs 2,50 €.

Dans ces conditions, la participation de la commune qui avait été instaurée sur production de l'avis d'imposition ou de non imposition des familles, n'a plus lieu d'être.

Madame le Maire propose l'adoption du principe suivant :

⇒ Centre de loisirs de Ferrière-sur-Beaulieu :

- Maintien de la subvention de fonctionnement à Familles Rurales, association gestionnaire du CLSH.
- Suppression de l'aide financière versée aux familles en fonction de leur niveau d'imposition.

⇒ Autres structures d'accueil de jeunes :

Pour les jeunes de moins de 12 ans, pendant les périodes de fermeture du CSLH de Ferrière ou quand sa capacité maximale d'accueil est atteinte ainsi que pour les jeunes de plus de 12 ans :

- Maintien de l'aide financière versée aux familles en fonction de leur niveau d'imposition, soit 23,00 € par semaine et par enfant :
 - Pour une imposition inférieure à 600 € : 4 semaines par an maximum.
 - Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 2 semaines par an maximum.

Ces participations seront versées aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande sur présentation de l'avis d'imposition, de la facture du centre de loisirs et d'un relevé d'identité bancaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de moduler son aide financière aux familles Bellilociennes de la façon suivante :
 - ⇒ Centre de loisirs de Ferrière-sur-Beaulieu :
 - Suppression de l'aide financière versée aux familles en fonction de leur niveau d'imposition.
 - ⇒ Autres structures d'accueil de jeunes :

Pour les jeunes de moins de 12 ans, pendant les périodes de fermeture du CSLH de Ferrière ou quand sa capacité maximale d'accueil est atteinte :

- Maintien de l'aide financière versée aux familles en fonction de leur niveau d'imposition, soit 23,00 € par semaine et par enfant :
 - Pour une imposition inférieure à 600 € : 4 semaines par an maximum.
 - Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 2 semaines par an maximum.

Pour les jeunes de plus de 12 ans :

- Maintien de l'aide financière versée aux familles en fonction de leur niveau d'imposition, soit 23,00 € par semaine et par enfant :
 - Pour une imposition inférieure à 600 € : 4 semaines par an maximum.
 - Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 2 semaines par an maximum.

Ces participations seront versées aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande sur présentation de l'avis d'imposition, de la facture du centre de loisirs et d'un relevé d'identité bancaire et pour les jeunes de moins de 12 ans d'un justificatif du centre de loisirs de Ferrière attestant sa fermeture ou son incapacité à accueillir le jeune.

- Autorise Mme le Maire ou Mme Véquaud, adjointe, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Représentants de la Commune auprès de NACEL

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal les articles L2121-21, L2121-33 et L 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la désignation de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

Le Conseil Municipal en date du 25 mars 2008 a désigné Mmes Sophie Métadier, Michelle Cournarie et Michèle Gratade comme déléguées de la Commune à l'association NACEL (Nouvelles Aspirations Culturelles En Lochois).

Or le nombre de délégués NACEL est de deux personnes par commune (1 titulaire + 1 suppléant). Il est donc nécessaire que le Conseil Municipal désigne deux délégués seulement.

Mmes Sophie Métadier et Michelle Cournarie se présentent.

Après délibération, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de nommer représentante auprès de NACEL :
 - Titulaire : Michelle Cournarie
 - Suppléant(e) : Sophie Métadier

Acte administratif pour la vente d'une parcelle

Lors de la séance du Conseil Municipal du 2 février 2009, celui-ci a décidé de vendre à M. et Mme Penissard une partie de la parcelle cadastrée section AC n° 507p appartenant au domaine privé de la Commune. Le conseil Municipal avait également décidé que la transaction serait effectuée par Maître Polge, à la charge des acquéreurs.

Pour des raisons d'ordre technique Mme le Maire propose de procéder à la transaction par acte administratif.

Après délibération, le Conseil Municipal à 15 voix pour et 2 abstentions

- Dit que la transaction sera établie par acte administratif,
- Autorise Mme le Maire ou Mr Bandeville, adjoint, à signer les actes et tous les documents nécessaires à la procédure à engager.

Participation du CNAS

M. Yves Bandeville, Président de la délégation d'Indre-et-Loire du CNAS quitte la salle.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 novembre 2008 acceptant l'installation du siège de la délégation départementale du CNAS d'Indre-et-Loire à la mairie de Beaulieu-lès-Loches.

Vu la convention de partenariat signée le 3 novembre 2008.

Mme le Maire propose de demander au CNAS (Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales) une participation financière de 1 747,20 € pour l'année 2009.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de demander au CNAS une participation financière de 1 747,20 € pour l'année 2009,
- Autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie, adjointe, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Pass-Foncier

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la loi ENL (Loi portant Engagement National pour le Logement) du 13 juillet 2006 a institué, sous conditions, un prêt à taux zéro majoré (PTZ) et un mécanisme d'aide à l'acquisition nommé Pass-Foncier.

Ce dispositif du Pass-Foncier consiste à différer l'acquisition du terrain en consacrant les premières années de remboursement d'emprunt à l'acquisition du logement. Ce différé peut atteindre 25 ans. Pendant cette période, le portage foncier est assuré par les collecteurs du 1% logement.

Le Pass-Foncier est ouvert aux ménages qui répondent aux trois conditions suivantes :

- être primo-accédant de la résidence principale à construire,
- bénéficier d'une aide d'une ou plusieurs collectivités locales en faveur de l'accession sociale
- respecter les conditions de ressources du Prêt Social Location Accession (PSLA)

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'adopter le principe d'octroi de subventions pour les personnes répondant aux conditions légales pour bénéficier de la majoration du prêt à taux zéro et du Pass-Foncier. Le montant maximal de ces subventions est de :

- 3 000 € si le nombre d'occupants du logement est de 3 ou moins.
- 4 000 € si le nombre d'occupants du logement est supérieur à 4.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le principe d'une enveloppe de 6 000 € représentant sa participation pour plusieurs Pass-Foncier. Le nombre de Pass-Foncier accordé sera déterminé en fonction des subventions qui pourront être obtenues auprès d'autres collectivités locales. En effet, le Conseil Général a annoncé son souhait de financer un certain nombre de Pass-Foncier sur son territoire.

L'organisme collecteur du 1% Logement pourra être le CIL Val de Loire.

D'autre part, dans une optique de développement durable et de limitation de l'étalement urbain, il est préférable de densifier les constructions et de limiter la superficie des terrains à bâtir. Il est proposé au conseil municipal, afin d'inciter la mise en œuvre de ces objectifs, de donner la priorité pour l'octroi de ces subventions aux projets de construction présentant des caractéristiques de densification (dans tous les cas, terrains inférieurs ou égaux en superficie à 900 m²).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Approuve la mise en place du dispositif Pass-Foncier avec l'aide du CIL Val de Loire.
- Décide d'adopter le principe d'une enveloppe budgétaire de 6 000 € représentant la participation de plusieurs Pass-Foncier de 3 000 € ou 4 000 € (suivant la composition de la famille), Le montant de la subvention de la commune sera limité au complément nécessaire pour atteindre les montants susvisés chaque fois que le ménage peut bénéficier de l'aide à l'accession Pass-Foncier du Conseil Général d'Indre-et-Loire.
- Fixe comme critère de priorité dans le choix des bénéficiaires l'exigence de développement durable et de densification urbaine.
- Demande à Mme le Maire de solliciter le Conseil Général pour abonder les Pass-Foncier sur le territoire bellilocien.
- Autorise Mme le Maire ou M. Bandeville, adjoint, à signer les conventions à intervenir entre la commune et les demandeurs, formalisant l'engagement des deux parties et prévoyant notamment le sort de l'aide de la commune en cas de revente du logement, ainsi que tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Demande de subvention auprès du Centre National pour le Développement du Sport pour la réfection des courts de tennis communaux

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de ses séances des 2 juin et 1^{er} septembre 2008, il a décidé la remise en état des courts de tennis communaux extérieurs.

Mme le Maire propose, suite à une réunion avec le Centre National pour le Développement du Sport (CNDS), de demander une subvention à cet organisme pour la restauration envisagée des courts de tennis.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de demander une subvention au Centre National pour le Développement du Sport pour la remise en état des cours de tennis communaux extérieurs.
- Autorise Mme le Maire ou Mr Bandeville, adjoint, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Convention avec l'association les Petits Jardins de Beaulieu

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 2 mars 2009, il avait décidé d'étudier la mise à disposition soit d'un espace délimité dans le "Jardin des Viantaises", soit d'un autre site sur la Commune pour y installer un jardin partagé. On entend par jardins partagés les jardins créés ou animés collectivement, ayant pour objet de développer des liens sociaux de proximité par le biais d'activités sociales, culturelles ou éducatives et étant accessibles au public. Les jardins collectifs contribuent à la sauvegarde de la biodiversité des plantes cultivées, fruits, légumes, fleurs, en favorisant leur connaissance, leur culture, leur échange non lucratif entre jardiniers.

L'association "Les Petits Jardins de Beaulieu" en cours de déclaration, a pour objet la gestion de jardins partagés. Cette association demande la domiciliation de son siège social à la Mairie de Beaulieu-lès-Loches.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de mettre à la disposition de l'association "Les Petits Jardins de Beaulieu" une partie de la parcelle cadastrée section AC n° 494 ainsi que le petit bâtiment située sur cette parcelle sis dans le jardin des Viantaises à Beaulieu. Une convention d'occupation annuelle sera signée avec l'association. En effet, l'installation des Petits Jardins de Beaulieu ne préjuge en rien du devenir du site qui pourra évoluer en fonction des projets communaux ou intercommunaux de l'ensemble du site des Viantaises.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Accepte la domiciliation du siège social de l'association "Les Petits Jardins de Beaulieu" à la Mairie de Beaulieu-lès-Loches.
- Décide de mettre à la disposition, de l'association "Les Petits Jardins de Beaulieu", pour un an, une partie du terrain cadastré section AC n° 494 ainsi que le petit bâtiment situé sur ce terrain.
- Dit que le labour du terrain sera à la charge de la commune, l'association se chargeant ensuite de la mise en œuvre du jardin et de son entretien.
- Dit que la commune prendra à sa charge la clôture d'une partie du terrain et installera un tuyau entre le canal et le jardin pour l'alimentation en eau d'arrosage du jardin (eau non potable), la pompe étant à la charge de l'association.
- Autorise Mme le Maire, ou Mme Cournarie, adjointe, à signer tous les documents concernant cette mise à disposition (convention, ...), et tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Adhésion de la Commune à l'association "SOS RD943"

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que cette association dont le siège social est à la Mairie de Loches a pour but :

- De détecter les points sensibles ou difficiles permettant d'améliorer la sécurité et la fluidité du trafic routier sur la R.N. 143 entre Tours et Châteauroux.
- D'étudier et chiffrer les solutions techniques appropriées.
- De proposer des priorités d'actions à l'Etat et aux collectivités territoriales.
- De faire inscrire dans les budgets concernés les sommes nécessaires à ces améliorations.
- De contrôler la bonne réalisation des engagements pris.

Cette association est composée des membres suivants :

- Environ 300 particuliers.
- Environ 30 entreprises.
- 45 communes, soit "concernées" si elles sont directement traversées par la RD 943, soit "associées" dans les autres cas

Le montant de la cotisation est de :

- 3 € pour les particuliers
- Entre 7 € et 70 € pour les entreprises
- 0,08 € par habitant pour les "communes concernées"
- 0,04 € par habitant pour les "communes associées"

De part la situation géographique de la commune de Beaulieu-Lès-Loches, ses habitants empruntent régulièrement cet axe routier dont la sécurisation s'impose.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'adhérer à cette association, en tant que "commune associée". Le montant de la cotisation serait de 68,88 € (0,04 € x 1722 habitants).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'adhérer à l'association "SOS RD 943".
- Accepte la participation annuelle de 0,04 € par habitants pour 2009.
- Autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie, adjointe, à signer tous les documents nécessaires à cette adhésion.

Choix du bureau d'études pour l'audit urbain de la commune

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 29 septembre 2008, il a décidé la réactualisation du plan de référence de la Commune élaboré en 1996.

Une consultation a été mise en place le 19 février 2009, deux entreprises ont répondu :

- Le cabinet Ponant pour un montant de 19 100 € H.T.
- Sycomore Urbanisme pour un montant de 19 000 € H.T.

La commission s'étant réunie le 6 avril 2009 propose au Conseil Municipal de choisir le cabinet Sycomore ayant un regard nouveau et plus stratégique sur l'agglomération lochoise.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter la proposition de la commission réunie le 6 avril 2009 en choisissant le cabinet Sycomore pour un montant de 19 000 € H.T.
- Autorise Mme le Maire ou M. Bandeville, adjoint, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Convention avec la Fondation du Patrimoine

Mme la Maire explique au Conseil Municipal que cette fondation a été créée le 2 juillet 1996 et reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1997. Sa mission est de promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine de proximité.

En attribuant son label à des particuliers, elle leur permet de bénéficier d'une réduction fiscale à l'occasion de travaux de sauvegarde et de restauration d'un bien immobilier représentatif du patrimoine local et d'une aide financière de 1% du montant toutes taxes comprises des travaux.

La Commune souhaite adhérer à la Fondation afin de soutenir ses actions de sauvegarde du patrimoine de proximité.

Mme le maire propose au Conseil Municipal de signer une convention avec la Fondation du Patrimoine et d'engager la somme de 3 000 €, inscrite au budget, pour cette action de sauvegarde du patrimoine de proximité. En contrepartie, la Fondation du Patrimoine s'engage à :

- Assister les porteurs de projets dans le montage technique, administratif et financier des dossiers pour l'obtention du label auprès de la Fondation.
- Mentionner l'aide financière de la commune dans ses actes et documents de communication.
- Verser aux propriétaires une subvention égale à 1 % du montant des travaux labellisés, conformément aux règles et conditions habituelles de la Fondation du Patrimoine (*les frais de gestion de la Fondation représentant 3% de la subvention versée par la Ville à la Fondation, le montant des subventions pouvant être accordées par la Fondation est de 2 910 €. Ces 2 910 € ayant pour effet de valider dans le respect des critères un montant de travaux annuel labellisable de 291 000 €*).
- Etablir un état semestriel des subventions attribuées faisant apparaître le nom des propriétaires, l'adresse de l'immeuble, ses références cadastrales et le montant.
- Tenir à la disposition de la commune tous les justificatifs comptables des versements aux propriétaires rendant compte ainsi de l'utilisation de la subvention communale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de signer une convention avec la Fondation du Patrimoine.
- Engage la somme de 3 000 € pour cette action de sauvegarde du patrimoine de proximité.
- Autorise Mme le Maire ou M. Méreau, adjoint, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Tarif du columbarium

Mme le Maire rappelle que par délibération en date du 25 novembre 2002, le Conseil Municipal avait fixé les tarifs des concessions de cimetière et du columbarium.

Par délibération en date du 2 mars 2009 le Conseil Municipal a réactualisé ces tarifs. Il a fixé le prix pour le columbarium à 580 €. Or il est nécessaire réglementairement de moduler ce tarif en fonction de la durée.

La commission cimetière du 2 avril 2009 propose les tarifs du columbarium suivant :

- 30 ans 400 €
- 50 ans 580 €

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Accepte la proposition de la commission cimetière, ce qui porte l'ensemble des tarifs de concessions du cimetière à :
 - Tombe concession trentenaire 133 €
 - Tombe concession cinquantenaire 263 €
 - Columbarium concession trentenaire 400 €
 - Columbarium concession cinquantenaire 580 €
 - Droit de superposition 53 €

Choix du prestataire informatique

Mme le Maire rappelle qu'il est nécessaire de faire évoluer l'équipement informatique de la commune, notamment pour que chaque employé administratif dispose d'un poste informatique et qu'une sauvegarde automatique et sécurisée soit effective.

Une consultation a été mise en place, trois entreprises ont répondu :

- ABS informatique : pour un montant de 5 186 € H.T.
- 2CBI : pour un montant de 5 845 € H.T.
- Sud Touraine Informatique : pour un montant de 6 043 € H.T. (sachant qu'ils n'ont pas répondu sur la sauvegarde externalisée.

Au vu des devis établis et des techniques proposées, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de choisir ABS informatique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter la proposition de l'entreprise ABS informatique pour un montant de 5 186 € H.T.
- Autorise Mme le Maire ou M. Bandeville, adjoint, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Création d'un poste en Contrat Avenir ou Contrat Accompagnement à l'Emploi aux services techniques

Mme le Maire indique qu'il est nécessaire de renforcer l'équipe du service technique étant donné les travaux à réaliser dans les propriétés bâties ou non bâties de la commune, les récentes acquisitions foncières ou encore la volonté d'améliorer l'entretien des espaces verts et naturels de la commune.

Afin de favoriser l'insertion professionnelle d'une personne à la recherche d'un emploi, et de représenter une étape dans son parcours d'insertion, Mme Le Maire propose de créer un poste en "contrat aidé" par l'Etat (Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi ou Contrat d'Avenir) et de mettre en place pour ce poste une possibilité de formation et qualification.

Mme le Maire précise que depuis le 1^{er} avril la commune peut bénéficier de contrats aidés par l'Etat à des taux de prise en charge extrêmement intéressants, pouvant aller jusqu'à 90 % du salaire brut.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide la création d'un poste en CAE (Contrat Accompagnement à l'Emploi) au service technique pour une durée hebdomadaire de 35h aux taux horaires égaux au SMIC.
- Charge Mme le Maire, M. Méreau et M. Bandeville de réaliser le recrutement pour le 2 mai 2009.
- Autorise Mme le Maire et M. Bandeville, adjoint, à signer tous documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

Autorisation d'ester en justice

Mme le Maire demande au Conseil Municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Beaulieu-lès-Loches a reçu en legs, de M. Lucien Laumonier un immeuble dit « La Devinière » situé, 3, mail du donjon à Loches. Le testament a été établi par-devant maître Ragot le 16 octobre 1972 et enregistré à Loches le 30 mars 1983.

Par délibération du 13 juin 1983, le conseil municipal a accepté ce legs. La Commune est devenue propriétaire de l'immeuble suite au décès de M. Laumonier le 17 mars 1983. Une clause du document interdit à la commune de vendre ce bien.

Après avoir pris des renseignements auprès de Maître Frappat, une levée de la clause pourrait être demandée par un référé ou un jugement. Le dossier serait suivi par un avocat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 11 voix pour et 6 abstentions

- Décide une visite des lieux le 22 avril à 18h30.
- Autorise en fonction de la visite, Mme le Maire à demander la levée de la clause d'interdiction de vendre "La Devinière".
- Décide de confier cette affaire à maître Vizerie Rollet, avocate à Beaulieu-Lès-Loches.
- Autorise Mme le Maire ou Mme Courmarie, adjointe, à ester en justice au nom de la Commune et à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Informations :

- Achat de véhicule pour le service technique

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le véhicule express de marque Renault acheté par la Commune en 1993 est en très mauvais état et que les réparations à effectuer sur celui-ci seraient absurdes.

Un autre véhicule, un fourgon de marque Fiat a été acheté en remplacement, aux enchères d'Esvres-sur-Indre pour le montant de 4 457 € toutes taxes comprises (TVA et frais de vente).

- CNAS

M. Yves Bandeville explique en quelques mots au Conseil Municipal le fonctionnement du CNAS et l'évolution des taux de participations des collectivités locales de 2010 à 2013 destinées à équilibrer les comptes de ces années (de 0,74% à 0,90 %).

- Pétition

Un certain nombre d'habitants situés dans la zone du terrain cadastré section AD n° 55 et 56 sont inquiets quant au devenir du terrain acquis par la commune entre la rue Georges Patry et le futur chemin des Ecoliers. Ils ont fait parvenir à Mme le Maire une pétition qui a recueilli 161 signatures.

Si cette acquisition a pour but d'aboutir à l'aménagement d'un terrain de sport pour l'école située près de ce terrain. Ils ne sont pas opposés à un tel projet dans la mesure où les enfants seraient encadrés par des adultes.

Par contre, ils refusent que ce terrain change de destination finale et qu'il se retrouve ouvert au public et donc se transforme en un jardin public. Ceci parce que :

- Le terrain se trouve enclavé au milieu de propriétés
- La présence de personnes mais aussi d'enfants non surveillés, pourrait nuire gravement à la sécurité du quartier et aussi à la sécurité des enfants de l'école.

Mme le Maire rappelle que le Conseil Municipal vient de décider une étude d'urbanisme et que la destination de ce terrain se fera lors de cette étude en concertation avec des riverains.

Le terrain vient d'être acquis par la commune, pour le moment il ne sera pas ouvert au public et sera nettoyé prochainement.

- Jumelage

Michelle Courmarie explique que Beaulieu avait signé, en novembre 2006, un accord de coopération avec la ville de Moussoro au Tchad, d'une part. D'autre part, la municipalité, l'association les Amis de St Laurent et quelques Bellilociens, depuis quelques années, travaillent avec l'association la Saharienne et les Toubous du Sahara. Des relations d'amitié se sont développées, relations qui ont permis de développer des actions humanitaires et plus spécialement l'ouverture de classes à N'Gourdi au Niger.

Tout ceci nous a décidés logiquement à encourager la création d'un comité de jumelage, association loi 1901, avec toutes les personnes intéressées, comité de jumelage entre la ville de Beaulieu et les communes de N'Gourdi au Niger et Moussoro au Tchad. Après la création du comité il faudra signer une convention entre la mairie et l'association, la municipalité devant déterminer les objectifs à développer.

- Animations touristiques

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE BEAULIEU-LES-LOCHES DU 6 AVRIL 2009

Marie-Claire Bouin explique les animations pour la saison touristique :

- Les belli-ballades Patrimoine : visites thématiques le dimanche après-midi (26/04/09 – 24/05/09- 14/06/09- 20/09/09 et le 11/10/09).
- Ateliers enfant 1, 2, 3 Beaulieu : ils sont limités à 12 enfants. Pour une durée de 2h30. Inscription à la Mairie. Thèmes : l'abbaye et la vie des moines et le canal. Petite visite et travail en atelier.
- Visites théâtralisées autour de l'abbaye du 15 juillet au 19 août 2009, tous les mercredis soir à partir de 22h en juillet et de 21h30 au mois d'août. Besoins de figurants et de bénévoles pour arroser les jardins du parcours.

La séance est close à 22h45.

Nom	Visa
Sophie MÉTADIER	
Michelle COURNARIE	
Philippe MÉREAU	
Yves BANDEVILLE	
Georgette BARRAULT	
Raymonde VÉQUAUD	
Michelle GRATADE	
Monique GUÉRY	
Fabrice DAVOIGNEAU	
Marie-Claire BOUIN	
Estelle PATOZ	
Joël ANTIER	
Olivier PIQUEUX	
Jean-Claude DUPAS	
Jérôme TARNIER	